

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 24/14

Objet de la délibération : Programme d'actions sociales en faveur des agents

L'an deux mille quatorze

et le 11 Décembre

le Comité Syndical du Syndicat Mixte

de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

régulièrement convoqué s'est réuni

en nombre prescrit par la loi

sous la présidence de Monsieur Louis MICHEL,

Étaient présents :

➤ Membres à voix délibérative :

M. Louis ARLOT, M. Lachemi BARBACHI, M. Gérard BARTOLI, Mme Marylène BONFILLON, M. Pierre CHOUZY, Mme Aline CIANFARANI, M. Marc DEPAGNE, M. Alain DERVIEUX, Mme Magali DEVEZE, M. Gilbert FERRARI, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Patrick LEVEQUE, M. Louis MICHEL, M. Olivier MICHEL, M. Louis TRONC,

➤ Membres à voix consultative :

M. Axel WOLFF

Procuration de M. René RAIMONDI à M. Louis MICHEL

Membres à voix délibérative en exercice : 31

Membres à voix délibérative présents : 16

Procuration : 1

Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 17

Secrétaire de séance : Madame Mireille HENRY

Rapporteur : Monsieur Louis MICHEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

VU le Procès-verbal du Comité Technique Paritaire en date du 23 septembre 2014, donnant un avis favorable à la stratégie du Syndicat pour la mise en œuvre de l'action sociale;

L'action sociale au bénéfice des agents de la fonction publique territoriale est obligatoire depuis la loi du 19 février 2007. Chaque collectivité territoriale détermine librement le montant et les modalités de mise en œuvre de celle-ci.

L'action sociale au bénéfice des agents de la fonction publique territoriale, bien que consacrée par la loi du 13 juillet 1983, demeurait, dans les faits, facultative. En la rendant obligatoire, la loi du 19 février 2007, relative à la fonction publique territoriale aligne la situation des agents territoriaux sur celle des agents relevant des fonctions publiques de l'Etat et hospitalière.

Toutes les collectivités territoriales, et les établissements publics, doivent donc mettre en œuvre des prestations d'action sociale au bénéfice de leurs agents. Mais chacune est libre de déterminer le montant et les modalités de mise en œuvre de cette action sociale (principe de libre administration des collectivités).

Des modalités de mise en œuvre propres à chaque collectivité - Pour mettre en œuvre et gérer les prestations sociales, les collectivités disposent de plusieurs moyens :

- **en interne**, via une association locale (comité des œuvres sociales - COS, amicale du personnel...);
- **par l'intermédiaire d'un centre de gestion** : la loi du 25 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, prévoit dans son article 25 que "les centres de gestion peuvent assurer la gestion de l'action sociale et de services sociaux en faveur des agents", un principe réaffirmé par la loi du 19 février 2007 ;
- **via l'adhésion à une association nationale**, comme le Comité national d'action sociale pour le personnel des collectivités territoriales (CNAS).

Plusieurs formules peuvent être panachées afin de satisfaire à la diversité des situations sociales des agents

Le Président propose la stratégie suivante :

- Adhésion au Comité National d'Action Sociale (CNAS) :

Le CNAS pour le personnel des collectivités locales est une Association Nationale loi 1901, reconnue par les pouvoirs publics, qui constitue en quelque sorte le « Comité Social d'Entreprise » des agents territoriaux et assimilés.

Le CNAS se met à la disposition des élus locaux afin d'offrir à leur personnel une Action Sociale efficace dans de nombreux domaines :

- ❖ 30 aides directes (naissance, mariage, PACS, médaille du travail, départ à la retraite ...)
- ❖ 12 prêts bonifiés (taux symboliques)
- ❖ Aides sociales (handicap, décès, catastrophe naturelle, secours exceptionnel, écoute sociale ...)
- ❖ Chèques Vacances bonifiés (jusqu'à 35%)
- ❖ Bons d'achats et réductions pour le quotidien (grandes surfaces et magasins : Carrefour, Yves Rocher, ...)
- ❖ Chèques Emploi Service Universel (CESU), Chèques Lire
- ❖ Tickets cinéma à 4 €
- ❖ Vacances à tarifs réduits, etc...

Coût : il s'agit d'un forfait pour la première année d'adhésion. Ainsi, pour 2015, la cotisation annuelle est de 194,25€ par agent actif. Ensuite, les années suivantes, la cotisation représentera 0,86% de la masse salariale N-1 (hors charges patronales).

Soit pour la 1^{ère} année : 194,25 € / agent donc pour 4 agents : 777 €

Pour les années suivantes : environ 930 €/an

- Mise en place de Ticket Restaurant:

Le titre restaurant est un titre de paiement permettant aux salariés qui ne disposent pas d'une cantine dans leur entreprise de prendre des repas à l'extérieur dans des restaurants ou des commerces assimilés.

L'employeur ne doit financer le titre restaurant que pour une partie de sa valeur nominale. L'autre partie doit être financée par l'agent. Pour pouvoir bénéficier de l'exonération de charges sociales et fiscales, la contribution de l'employeur doit être située dans une fourchette comprise entre 50 % et 60 % de la valeur du titre. Le reste demeurant à la charge du salarié, soit 40 à 50 % de la valeur du titre.

Il est proposé la mise en place d'un ticket restaurant de valeur faciale de 4,5€ par jour travaillé, pris en charge à 60% par le Syndicat.

Cout :

- 2.70 €/ticket
- Soit environ un coût pour la collectivité d'environ 1 920 euros par an

- Protection Sociale complémentaire des agents (mutuelle santé) :

Le CDG13 a mis en place un contrat d'assurance mutualisé pour la protection sociale complémentaire des agents afin de que les collectivités des Bouches du Rhône puissent faire bénéficier à leurs agents de prestations sociales de qualité à des prix compétitifs.

La collectivité est libre de choisir le montant de sa participation à la mutuelle.

Cependant pour permettre à l'agent d'adhérer à cette mutuelle négociée, la collectivité doit participer financièrement à hauteur de 1 euro minimum par agent et par mois.

Il est proposé que la participation du Syndicat soit fixée à 1€/agent/mois soit un montant annuel maximum de 48 euros.

Le coût total de la mise en œuvre de ce programme s'élève à 2 745 € environ par an pour 4 agents la première année (soit environ 57€/mois) et 2 898 € la seconde année (soit environ 60€/mois/agent).

Il est à préciser que ce programme d'actions sociales a recueilli un avis favorable de la Commission technique paritaire du 23 septembre 2014.

LE COMITE

OUI l'exposé de M. le Président,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

FIXE à 60 euros maximum par mois et par agent la contribution du Syndicat à l'action sociale,

REPARTI ce budget comme suit, à travers divers prestations :

- o L'adhésion au Centre National de l'Action Sociale (CNAS),
- o La protection sociale complémentaire proposée par le CDG 13 avec une participation du Syndicat à hauteur de 1€ par agent et par mois,
- o Les tickets restaurant avec une valeur de 4,5€ par jour travaillé et une participation du Syndicat à hauteur de 60% soit 2,70 € par ticket,

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 du budget,

AUTORISE le Président à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**Le Président du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,**

Louis MICHEL

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.